

unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 22/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **WARENGHEM SAS Distillerie**

Route de Guingamp - Boutill  
22300 Lannion

Code AIOT : 0005507034

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement WARENGHEM SAS Distillerie implanté Route de Guingamp - Boutill 22300 Lannion. L'inspection a été annoncée le 23/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WARENGHEM SAS Distillerie
- Route de Guingamp - Boutill 22300 Lannion
- Code AIOT : 0005507034
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WARENGHEM exploite depuis 1974 à Lannion, route de Guingamp au lieu-dit « Boutil », une distillerie spécialisée dans la production de spiritueux et liqueurs (whiskies, eaux de vie de cidre et pommeaux, hydromels, liqueurs). Elle bénéficie d'une autorisation par arrêté préfectoral du 26/11/2008 modifié le 23/04/2018.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants : défense incendie**

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Ressource en mousse	AP Complémentaire du 23/04/2018, article 3.3.1	Sans objet
9	Bassin de confinement – dispositif d'obturation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activité autorisée	AP Complémentaire du 23/04/2018, article 1.2.1	Sans objet
2	Détection (alarme / alerte / astreinte)	AP Complémentaire du 26/11/2008, article 7.5.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Accessibilité des secours (desserte)	AP Complémentaire du 23/04/2018, article 3.1.1.	Sans objet
4	Contrôle des accès	AP Complémentaire du 23/04/2018, article 3.1.2	Sans objet
5	Ressource en eau	AP Complémentaire du 23/04/2018, article 3.3.1	Sans objet
7	Type d'émulseur	Règlement européen du 08/04/2020, article annexe	Sans objet
8	Bassin de confinement	AP Complémentaire du 23/04/2018, article 3.3.3	Sans objet
10	Isolement du site	AP Complémentaire du 23/04/2018, article chapitre 8.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence une bonne gestion des moyens de protection incendie. Une attention doit cependant être portée sur les modalités pratiques de mise en œuvre de l'émulseur et sur la capacité de rétention du chai n°0.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Activité autorisée

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/04/2018, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, .
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE : > 4755-2-a : stockage d'alcool de bouche : 610 m3 pour le chai existant et 2x600m3 pour les 2 chais plus récents (autorisation) > 2250-3 : production par distillation d'alcools de bouche : 12 hl/j (déclaration)
<b>Constats :</b> L'industriel précise avoir en stock au jour de l'inspection une quantité d'environ 900 m3 (soit environ la moitié de la capacité autorisée) sur les 3 chais (chai 1 existant ; chais 2 et 3 construits en 2019 ; le chai 0 n'est pas utilisé pour le vieillissement des alcools de bouche et sert au stockage de produits non inflammables (pommeau, moûts de pommes en fermentation, etc.), de bouteilles, de matière sèche. Concernant la distillation, l'exploitant précise produire 2 brassins par jour, ce qui équivaut à 9,5 hL/jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Détection (alarme / alerte / astreinte)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/11/2008, article 7.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, .
<b>Prescription contrôlée :</b> Surveillance et détection des zones de dangers : Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte, notamment, la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. (...)

**Constats :**

L'industriel précise que :

- le site dispose d'une détection incendie dans les locaux les plus à risque : les chais n°1, 2 et 3, la chaufferie et au niveau du TGBT (pas de détection incendie dans l'atelier de distillation, en raison de la présence d'au moins 1 agent sur les périodes de production et en dehors de ces périodes, aucune présence d'alcool) ;
- les détecteurs sont des tubes "Vesda"(détection fumées par aspiration en continu) ;
- en cas de détection, une alarme sonore est déclenchée et un appel téléphonique est réalisé auprès de 3 personnes du site (directeur, responsable technique et maître de chai) ;

La visite sur site a permis de constater la présence :

- de tubes d'aspiration, d'une centrale d'aspiration et de détecteurs optiques dans le chai n°2,
- de tubes d'aspiration et d'une centrale d'aspiration dans le chai n°1,
- d'une centrale de détection incendie dans les bureaux d'accueil avec des plans associés identifiant les différentes zones. **A noter que la centrale de détection incendie affichait le jour de la visite un "dérangement" : "aspiration chai 1".**

Par ailleurs, l'industriel précise avoir un contrat de maintenance avec la société Chubb pour une intervention 2 fois par an (l'ensemble de la chaîne de détection est testé et les changements de filtres, batteries, etc. sont réalisés si nécessaire). **L'inspection demande à l'industriel de lui adresser les 2 derniers rapports de maintenance de la détection incendie.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Accessibilité des secours (desserte)**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/04/2018, article 3.1.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, .

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation.

(...)

Le nouveau chai à 2 cellules est desservi par une voie échelle permettant l'accès au secours sur 3 de ses façades Nord, Sud et Est.

**Constats :**

La visite sur site a permis de constater :

- la présence d'un accès au site réservé au SDIS, avec un portail fermé à clé (le SDIS a confirmé détenir la clé permettant l'ouverture de ce portail) ; cet accès permet d'accéder aux poteaux d'aspiration en eau, à la zone de stockage de l'émulseur, à l'étouffoir et au bassin de confinement ;
- la présence d'une voie échelle au Sud et à l'Est des chais n°2 et 3 ; il a été convenu avec le SDIS que les services de secours accèdent à la façade Nord des chais n°2 et 3 par la voie publique située en hauteur par rapport au site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/04/2018, article 3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, .
<b>Prescription contrôlée :</b> A ce titre, le site est efficacement ceinturé sur l'ensemble de son périmètre, par des haies, des merlons ou une clôture. L'accès est par ailleurs limité et muni d'une barrière maintenue fermée en dehors des heures de production.
<b>Constats :</b> Le site est ceinturé soit par des haies, soit par des merlons, soit par une clôture et dispose de 3 portails (PL, VL et SDIS). L'accès au site est contrôlé pour les véhicules, mais reste possible pour les piétons. L'industriel précise que l'ensemble des bâtiments est fermé à clés (la visite sur site a permis de constater la fermeture à clé du chai n°2) et qu'il y a une présence humaine sur une large plage horaire (travail en 2x8).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Ressource en eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/04/2018, article 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, .
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...) - d'un ou plusieurs appareils d'incendie d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés à moins de 200 mètres de l'entrée des cellules, permettant de fournir un débit minimal simultané de 95 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours ; - d'une réserve d'eau d'au moins 350 mètres cubes destinée à l'extinction, en complément des appareils incendie ci-dessus. Elle doit être accessible en toutes circonstances, distante d'au moins 10 mètres des bâtiments à protéger sans excéder 1000 mètres du point à défendre par voie carrossable. Cette réserve doit être signalée. Elle doit disposer d'une aire de stationnement de 32 m2 (8x4) permettant la mise en aspiration d'un engin incendie ou de 12 m2 (4x3) et des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter ; (...) L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de la réserve incendie. (...)
<b>Constats :</b> 4 poteaux incendie publics sont présents à proximité du site. L'exploitant présente à l'inspection les résultats de test en débit et pression datant a priori de 2018 : l'un des poteaux a un débit de 93m3/h à 2,8bars. <b>L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher de la collectivité pour disposer des derniers tests en débit et pression réalisés sur les 4 poteaux incendie situés à proximité du site.</b>  En complément, l'exploitant dispose sur site d'une réserve incendie avec 3 poteaux d'aspiration, qui sont testés régulièrement par le SDIS dans le cadre de la formation de leurs agents. La visite sur site a permis de constater la présence, la signalisation et l'accessibilité de cette réserve et des 3 poteaux d'aspiration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Ressource en mousse

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/04/2018, article 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, .
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...) - d'une réserve de 7 200 L d'émulseur. (...) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> La visite sur site a permis de constater la présence de 7 IBC et d'un fût d'émulseur, répondant à l'obligation de 7200 L d'émulseur, stockés sur 4 rétentions distinctes, en extérieur, à proximité du bassin de confinement. <b>A noter que les rétentions étaient pleines d'eaux de pluie le jour de la visite : il convient que l'exploitant vide ces rétentions.</b>  L'industriel précise que le fournisseur d'émulseur a préconisé un suivi de l'émulseur tous les 10 ans. Au vu des différents retours d'expérience, <b>l'inspection invite l'industriel à faire analyser plus fréquemment les paramètres physico-chimiques de l'émulseur</b> pour s'assurer de sa qualité, dans la mesure où l'émulseur est stocké en extérieur et de procéder à un test au feu au maximum tous les 10ans.  Après échanges avec le SDIS lors de la visite, il est précisé que l'émulseur sera principalement utilisé pour éteindre l'incendie au niveau de l'étouffoir mais pourra aussi être utilisé au niveau du chai où se localise l'incendie. Les services de secours de Lannion précise ne pas disposer de moyens permettant de transporter et transférer l'émulseur au plus près du lieu de l'incendie à combattre et ajoute qu'une distance maximale de 60 m entre l'injection d'émulseur et le bout de la lance incendie est préconisée. Au vu de l'emplacement de stockage de l'émulseur et de sa distance par rapport aux chais n°2 et 3, il n'est pas certain que l'émulseur puisse être mis en œuvre de manière opérationnelle par le SDIS de Lannion. <b>Il est donc convenu que le SDIS de Lannion se déplace sur site d'ici fin 2023 afin de procéder à des manœuvres de mise en œuvre de l'émulseur, puis statue avec le service Prévision du SDIS sur d'éventuels aménagements nécessaires afin de garantir le caractère opérationnel du stockage d'émulseur. L'exploitant et le SDIS tiendront informés l'inspection de la conclusion de ces échanges.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 7 : Type d'émulseur

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 08/04/2020, article annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, .
<b>Prescription contrôlée :</b> Le règlement européen délégué 2020/784 du 8 avril 2020 modifiant l'annexe I du règlement européen 2019/1021 prévoit dans son annexe : « c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; »
<b>Constats :</b> L'industriel présente à l'inspection la fiche de données de sécurité de l'émulseur stocké sur site : il s'agit du Foam Master 3F. Malgré l'indication "sans fluor" précisée sur la fiche de données de sécurité, <b>l'inspection demande à l'industriel de se rapprocher de son fournisseur pour savoir si l'émulseur présent sur site contient des PFOA. A noter que les émulseurs contenant des PFOA seront interdits à partir du 01/01/2025.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/04/2018, article 3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, .
<b>Prescription contrôlée :</b> A ce titre, la distillerie dispose d'un bassin de confinement étanche d'un volume de 840 m3, dont 148 m3 maximum sont occupés en permanence par l'eau utilisée pour le refroidissement et d'un dispositif « étouffoir » de 150 m3, permettant ainsi de confiner au total 840 m3. Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie des chais sont dirigées vers un dispositif « étouffoir » anti-feu de 150 m3 avant de rejoindre le bassin de rétention de 840 m3. Les 2 chais (existant + nouveau) sont connectés à ce dispositif « étouffoir ». Le bassin de confinement est équipé avant rejet au milieu naturel d'une vanne manuelle permettant de confiner les eaux en cas d'incident. Les canalisations reliant le nouveau chai à 2 cellules au réseau de récupération des eaux d'extinction sont munies de regards siphonides empêchant le retour des vapeurs vers ce chai.
<b>Constats :</b> La visite sur site a permis de constater la présence : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un bassin de confinement, recouvert d'une géomembrane ; à noter la présence d'un peu de végétation dans un angle du bassin ;</li><li>- d'un étouffoir ;</li><li>- d'une vanne de fermeture du bassin : un test de fermeture de cette vanne a été réalisé et a été concluant.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Bassin de confinement – dispositif d'obturation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, .
<b>Prescription contrôlée :</b> II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés (...) La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. (...) En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. (...)
<b>Constats :</b> En fonctionnement normal, le dispositif d'obturation du bassin de confinement est en position ouverte. L'exploitant précise qu'il serait très compliqué en terme d'exploitation de fonctionner avec la vanne en position fermée en fonctionnement normal car le bassin de confinement sert également au stockage et à la circulation de l'eau de refroidissement. L'inspection procède donc à l'analyse des zones potentielles de déversement accidentels : <ul style="list-style-type: none"><li>- en cas de déversement dans l'un des chais n°1, 2 et 3, les contenants en cause sont des fûts de volume relativement faible et le liquide déversé serait dilué dans l'étouffoir en amont du bassin de confinement.</li><li>- à côté de l'atelier de distillation sont présents des cuves de fermentation. L'exploitant indique que cette zone est reliée au réseau des eaux usées qui dispose d'une capacité tampon avant rejet au réseau communal.</li><li>- dans le chai n°0 sont présentes des cuves de produits non inflammables (moûts de pomme-cidre, etc.) : la zone ne comprend a priori pas de rétention (sauf à ce qu'elle soit reliée au réseau des eaux usées?).</li></ul> Compte-tenu des contraintes d'exploitation expliquées par l'exploitant en cas de fermeture de la vanne du bassin de confinement en fonctionnement normal, l'exploitant doit engager une réflexion liée à la problématique des déversements accidentels au niveau du chai n°0 et des cuves de fermentation près de l'atelier de distillation (vérifier le raccordement des eaux du chai n°0 et de l'atelier de distillation aux eaux usées ou pluviales, étudier la possibilité d'une rétention pour les cuves du chai n°0, vérifier la capacité tampon avant rejet au réseau communal, etc.)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 10 : Isolement du site**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/04/2018, article chapitre 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, .
<b>Prescription contrôlée :</b> Des merlons de 4,5 m de haut sont mis en place en limite de propriété Nord du site, et entre le nouveau chai et la limite de propriété Ouest et Sud, conformément au plan de masse annexé au présent arrêté. L'exploitant doit veiller à l'entretien de ces merlons.
<b>Constats :</b> La visite sur site a permis de constater la présence de ces merlons.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite